



Histoire de l'éducation

113 | 2007
Varia

THIVEND (Marianne). – *L'école républicaine en ville. Lyon, 1870-1914*

Paris : Belin, 2006. – 251 p.

Jean-Michel Chapoulie



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1364>

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 131-135

ISBN : 978-2-7342-1076-4

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean-Michel Chapoulie, « THIVEND (Marianne). – *L'école républicaine en ville. Lyon, 1870-1914* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 113 | 2007, mis en ligne le 13 mai 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1364>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

THIVEND (Marianne). – L'école républicaine en ville. Lyon, 1870-1914

Paris : Belin, 2006. – 251 p.

Jean-Michel Chapoulie

RÉFÉRENCE

THIVEND (Marianne). – *L'école républicaine en ville. Lyon, 1870-1914*. – Paris : Belin, 2006. – 251 p.

¹ Au cours des années récentes les historiens de l'éducation français ont commencé à ajouter les villes, et notamment les grandes villes, aux « acteurs » de la politique scolaire qu'il convenait d'étudier. Après le livre de Marc Suteau sur Nantes de 1830 à 1940 (qui n'était pas centré sur l'enseignement primaire, mais sur les enseignements primaire supérieur et technique)¹, paraît l'ouvrage de Marianne Thivend consacré à Lyon et à la période du début de la Troisième République. L'enseignement primaire élémentaire (pré-élémentaire compris) est ici au centre des analyses, mais l'on trouve aussi un développement sur la fondation de l'enseignement primaire supérieur.

² La première partie de l'ouvrage, qui s'appuie notamment sur le dépouillement d'archives municipales assez peu exploitées jusqu'ici, décrit la politique menée par la ville en matière d'équipement et de personnel scolaire. Une première étape, en 1870, correspond à une laïcisation précoce des écoles communales, vite freinée, comme dans bien d'autres grandes villes, par l'administration préfectorale. Cette étape s'accompagne d'une définition des normes concernant les bâtiments scolaires et leur implantation. Un format réduit d'école (autour de 200 places) est retenu, impliquant des constructions très nombreuses. La politique de la ville change rapidement vers 1879, avec l'adoption du modèle parisien d'école et la construction de groupes scolaires plus importants (en

moyenne 700 places, y compris l'école maternelle), mais bien moins coûteux. Leur implantation privilégie les nouveaux quartiers ouvriers de la périphérie lyonnaise. Comme d'autres grandes villes, mais pas toutes, Lyon a privilégié dans ses budgets l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur, et la ville a, dans un premier temps, peu dépensé pour ses établissements secondaires, en dépit du manque de places dans le seul lycée de garçons et de la médiocre installation initiale du lycée de jeunes filles.

3 Dans une seconde phase, à partir de la fin des années 1880, la marge d'initiative de la ville se réduit : les contraintes de la politique nationale s'imposent à elle, notamment à travers les charges financières, particulièrement lourdes pour les grandes villes qui sont les seules à financer les traitements du personnel enseignant. La ville s'emploie dorénavant à rationaliser les équipements et le fonctionnement quotidien de l'école et à surveiller l'évolution des dépenses. Un « événement », les lois interdisant l'enseignement aux congrégations, impose à la ville de nouvelles dépenses scolaires au début du siècle, alors que la croissance démographique de la ville reprend après une période de pause. L'importance de la gestion quotidienne n'en est que plus grande et la période n'est marquée ni par un grand projet de construction ni par une augmentation des dépenses par élève. Comme l'écrit Marianne Thivend, « l'école républicaine est désormais établie comme une évidence ».

4 La seconde partie de l'ouvrage porte sur les élèves, les familles et les enseignants. Un chapitre est consacré aux usages des différents types d'école par les familles populaires, qui, avec une partie des familles des franges inférieures des classes moyennes, constituent la quasi-totalité de la clientèle de l'enseignement primaire public lyonnais. Cette question, sérieusement étudiée seulement par Jacques Gavaille et Jean Peneff pour les zones rurales, n'avait à peu près jamais été examinée pour les villes² (1). Marianne Thivend met en évidence la mobilité scolaire des enfants de la population ouvrière, relevée par Gréard pour Paris. Les fréquents changements de domicile cumulent leurs effets avec des changements non moins fréquents d'école dont il est difficile de percer les raisons, mais qui ne tiennent pas toutes à la proximité du logement. Une partie importante des élèves passe des écoles publiques aux écoles congréganistes et vice-versa, ce qui suggère que le label religieux n'est, ni positivement ni négativement, toujours un critère pour les familles. Celles-ci utilisent ainsi l'école par référence à des critères qui leur sont propres. Au fil des ans, une partie croissante des parents s'attache aux études primaires complètes, que sanctionne le certificat d'études primaire. Une partie plus importante encore d'entre eux investit dans l'école des intérêts qui reflètent les secours et aides matérielles qu'ils peuvent y trouver. L'école privée congréganiste est, sous ce rapport, souvent plus avantageuse que l'école publique. Sur la question de la fréquentation scolaire, qui jusqu'ici n'a pas retenu suffisamment l'attention des historiens, Marianne Thivend apporte des indications intéressantes, même si elle n'a pu confirmer (ou infirmer) l'existence d'enfants qui ne seraient pas inscrits dans les écoles : les données disponibles sont lacunaires et impossibles à traiter pour une grande ville. La mauvaise fréquentation d'une partie des enfants des catégories les plus pauvres ne fait aucun doute. Considérée comme un mal inévitable, elle bénéficie probablement d'une certaine tolérance du personnel enseignant et des autorités, même si les commissions scolaires ne sont pas dans les villes aussi fantomatiques qu'elles le sont dans les campagnes.

⁵ Les institutions périscolaires – cantines, études surveillées, garderies du jeudi, classes de vacances – sont l'un des moyens utilisés pour améliorer la fréquentation scolaire, et c'est aussi un point sur lequel les grandes villes se distinguent des communes rurales. À Lyon ce système est mis en place principalement après 1890, en profitant de la stagnation momentanée des effectifs scolaires et de la marge financière qu'autorisent les investissements antérieurs. Les congréganistes avaient depuis 1870 (et sans doute auparavant) offert certains de ces services. Pour les cantines, les débuts sont lents et modestes : en 1898, seuls 3 % des enfants sont concernés, 11 % en 1912. Les garderies du soir concernent presque un élève sur deux pendant la période considérée ; celles du matin ont un public moins large, mais non celles du jeudi. Des ouvriers s'adressent non sans succès aux filles avec, peut-être, une visée professionnelle. Toutes ces créations municipales sont au moins partiellement destinées aussi à conforter la situation de l'école primaire publique dans sa concurrence avec l'école privée catholique.

⁶ Autour de l'école, on trouve aussi un luxe d'associations : des sociétés d'encouragement tenues par les notables politiques et économiques, des amicales d'anciens élèves, des patronages laïques, dont une partie des dirigeants appartient aux classes populaires. Il s'agit, là encore, d'une sorte de réaction aux entreprises analogues des catholiques.

⁷ La laïcisation des écoles à Lyon, vers 1880, s'est accompagnée d'un profond renouvellement du personnel enseignant des écoles lyonnaises, avec un recrutement qui différencie le cas des hommes de celui des femmes. Les premiers sont d'origine rurale, souvent passés par l'école normale, alors que leurs collègues de l'autre sexe sont d'origine lyonnaise et passées par une certaine diversité d'écoles préparant au brevet – situation que l'on retrouve vraisemblablement dans d'autres grandes villes. Les carrières, dans le cadre du département, connaissent une certaine régularité dans les années suivantes, ce qui contribue sans doute à l'excellence des écoles du centre-ville de Lyon : les débuts se font dans les zones rurales, et le personnel cherche très généralement à venir à Lyon, où les revenus sont sensiblement supérieurs, en passant par cet intermédiaire presque obligé que sont la banlieue et les quartiers ouvriers périphériques de la ville, où le travail est plus difficile que dans les écoles du centre.

⁸ En esquissant cette vue d'ensemble de l'apport d'un ouvrage qui offre un correctif nécessaire à la perception commune, principalement marquée par l'exemple rural, de l'école primaire du XIX^e siècle, je passe sous silence de nombreuses analyses originales, comme celle des antagonismes du début du siècle entre directeurs et adjoints, si utile pour comprendre les débuts du syndicalisme.

⁹ Je ne m'attarderai pas sur quelques menues imperfections : un titre « Lyon fer de lance des laïcisations en France », qui pourrait s'appliquer à bien d'autres villes (beaucoup d'« innovations scolaires » sont revendiquées par plusieurs d'entre elles) ; la curieuse mention de la quête d'un « profil type » de l'enseignant urbain (p. 205), fort heureusement abandonnée. Les analyses de Marianne Thivend sont assez stimulantes pour que le lecteur intéressé par l'enseignement primaire regrette fréquemment qu'elles ne soient pas prolongées. Il peut regretter, par exemple, que les acteurs concrets de la politique scolaire – maires, adjoints et conseillers municipaux actifs dans le domaine scolaire, inspecteurs – restent dans une sorte de pénombre. Il regrettera également de ne pas trouver d'analyses des différences spécifiques entre les types de scolarisation des filles et ceux des garçons (alors que l'ouvrage fournit en revanche d'intéressantes indications sur les différences homologues dans l'utilisation des garderies et œuvres

périscolaires), ou que les caractéristiques de la scolarisation dans les écoles congréganistes ne soient pas comparées à celles des écoles publiques. Il regrettera enfin que l'ouvrage s'arrête en 1914, comme tant d'autres analyses de l'école primaire. Pour la période suivante – jusqu'à la fin de la IV^e République – il n'existe aujourd'hui à peu près aucune analyse d'un enseignement primaire qui est progressivement devenu l'antichambre d'un enseignement prolongé. Souhaitons donc sans tarder un prolongement de cet ouvrage à la période suivante.

NOTES

1. Marc Suteau, *La politique scolaire d'une ville. Nantes 1830-1940*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.
 2. Jacques Gavoille, « Les types de scolarité : plaidoyer pour la synthèse en histoire de l'éducation », *Annales ESC*, juillet-août 1986, n° 4, pp. 923-945 ; Jean Peneff, *Écoles publiques, écoles privées dans l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 1987.
-

AUTEURS

JEAN-MICHEL CHAPOULIE